

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 09 juillet 2026

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance du Mexique pour 2026, à 1,2 % contre 1,6 % estimé en avril dernier.

L'organisation a revu à la baisse sa prévision de croissance de l'économie mondiale pour 2026, de 3,1 % à 3 %, estimant que l'essor de l'intelligence artificielle n'a pas suffi à compenser pleinement les répercussions du conflit au Moyen-Orient.

Le Mexique devrait bénéficier de la croissance du secteur technologique aux Etats-Unis, où les investissements dans l'intelligence artificielles se distinguent par leur dynamisme. Le FMI estime cependant que les incertitudes continueront à peser sur l'activité économique mexicaine.

Le ministre des Finances mexicain, Edgar Amador, a de son côté rappelé que le ministère prévoyait une croissance supérieure à la dernière projection du FMI (entre 1,8 % et 2,8 % d'après les estimations d'avril dernier). La Banque centrale est moins optimiste, tablant sur la croissance de 1,1 % pour 2026.

Le FMI a également revu à la baisse sa prévision de croissance du Mexique pour 2027, à 1,9 % contre 2,2 % estimé en avril dernier.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,2 %

Prévision du FMI de la
croissance du Mexique pour
2026 (WEO Juillet 2026)

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Parlement européen a approuvé le 8 juillet l'Accord global modernisé entre l'Union européenne et le Mexique ainsi qu'un accord commercial intérimaire, ouvrant la voie à une application anticipée des nouvelles dispositions commerciales avant la ratification complète de l'accord par l'ensemble des États membres de l'UE et le Mexique. L'accord intérimaire permettra en effet de mettre en œuvre sans attendre les dispositions relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne, notamment en matière de droits de douane, de protection des indications géographiques, de propriété intellectuelle et d'accès aux marchés publics mexicains. Il remplacera à terme le cadre commercial en vigueur depuis 2000. Selon le Parlement européen, la modernisation de l'accord devrait favoriser une intensification des échanges bilatéraux. Dans le scénario le plus favorable, les exportations européennes de biens et de services pourraient progresser jusqu'à 75 %, tandis que les entreprises européennes réaliseraient près de 100 M EUR d'économies annuelles grâce à la suppression de la quasi-totalité des droits de douane résiduels. L'accord prévoit également la protection au Mexique de 568 indications géographiques européennes et offre aux entreprises de l'UE un accès élargi aux marchés publics de 14 États mexicains. Il comprend par ailleurs des engagements contraignants en matière d'État de droit, de droits fondamentaux, de transparence, de lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et la criminalité organisée. Pour le Mexique, le ministre de l'Économie Marcelo Ebrard a estimé que l'entrée en vigueur de l'accord pourrait intervenir avant la fin de l'année, sous réserve de l'achèvement des procédures internes. Les autorités mexicaines anticipent notamment un renforcement des exportations agroalimentaires, automobiles et manufacturières vers l'Union européenne, troisième partenaire commercial du Mexique et deuxième marché d'exportation du pays.

L'inflation a ralenti pour le troisième mois consécutif, s'établissant à 3,37 % g.a. au mois de juin, soit son rythme le plus faible depuis décembre 2020. L'inflation est demeurée dans la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (3 % ± 1) après l'avoir réintégré le mois dernier. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des produits les plus volatils, s'est établie à 4,03 % g.a., demeurant sur la trajectoire baissière entamée en janvier dernier. La composante non sous-jacente a également continué à baisser, s'établissant 1,11 % g.a.. Au sein de la composante non sous-jacente les prix des fruits et légumes ont chuté de 8,99 % par rapport au mois précédent, impulsant la baisse de l'inflation globale. Pour rappel, la Banque centrale du Mexique (Banxico) a maintenu son taux directeur à 6,50 % en juin, estimant que

le maintien du taux de politique monétaire constituait désormais la réponse la plus appropriée face à un ralentissement de l'inflation qui demeure cependant inégal selon les différentes composantes de l'indice des prix.

Les exportations mexicaines vers les États-Unis ont atteint un niveau record de 54,2 Md USD en mai 2026, en hausse de 17,5 % g.a., confirmant la résilience des échanges bilatéraux malgré le durcissement de la politique commerciale américaine et les incertitudes entourant l'avenir de l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (ACUEM ou T-MEC). Totalisant 17,4 % des importations américaines, le Mexique consolide sa position de premier fournisseur des États-Unis, devant le Canada (11,7 %), Taïwan (7,9 %) et la Chine (7,5 %). Dans le même temps, les importations mexicaines de biens américains ont progressé de 17,5 % sur un an, à 33,1 Md USD, faisant du Mexique le premier débouché des exportations américaines (15,9 % du total). Le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis du Mexique s'est ainsi creusé à un niveau historique de 21,1 Md USD, soit 20,4 % du déficit commercial total américain. Sur les cinq premiers mois de l'année, les exportations mexicaines vers les États-Unis ont atteint 242,9 Md USD (+10,8 % en g.a.), tandis que les importations en provenance des États-Unis se sont élevées à 161,7 Md USD (+15,4 %). Selon plusieurs analystes, la progression des exportations mexicaines repose désormais non seulement sur l'industrie automobile, mais également sur les industries manufacturières à plus forte valeur ajoutée, notamment les composants électroniques, soutenus par les investissements américains dans les centres de données, les semi-conducteurs et l'intelligence artificielle. Par ailleurs, les estimations de Banamex indiquent que 79,3 % des exportations mexicaines vers les États-Unis sont entrées sur le territoire américain en franchise de droits de douane en mai, malgré le maintien de mesures tarifaires sur une partie des flux commerciaux.

L'investissement fixe brut a progressé de 5 % g.a. en avril, mettant fin à une série de 19 mois consécutifs de contraction. En rythme mensuel (g.m.), l'investissement a progressé de 4 % par rapport à mars, soit sa plus forte hausse depuis novembre 2020, selon les données de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). Cette reprise a été principalement portée par le dynamisme du secteur de la construction, tandis que les dépenses en machines et équipements continuent de montrer des signes de faiblesse. Les dépenses dans la construction ont augmenté de 8,8 % sur un an en avril, portées par une hausse de 16,7 % de la construction résidentielle. En revanche, les investissements en machines et équipements n'ont progressé que de 0,9 % en g.a.. Ces résultats constituent un signal encourageant en mettant fin à une longue période de recul et en laissant entrevoir une reprise de l'investissement au cours du deuxième trimestre, soutenue notamment par les programmes de logement et les projets d'infrastructures. Une partie de la hausse observée au mois d'avril s'expliquerait toutefois par un effet de rebond et une base

de comparaison relativement faible. Sur les quatre premiers mois de l'année, la formation brute de capital fixe a reculé de 1 % g.a.. L'investissement privé a diminué de 2,2 % g.a., tandis que l'investissement public a progressé de 7 % g.a.. Le secteur public constitue ainsi le principal soutien à l'investissement global, alors que les entreprises privées sont restées prudentes dans un contexte d'incertitudes élevées.

Sectoriel

Sous l'effet du durcissement de la politique commerciale américaine, Toyota a annoncé le transfert, d'ici 2030, de la production de son pick-up Tacoma, actuellement assemblé en Basse-Californie (Mexique), vers son site de San Antonio (Texas). Cette réorganisation s'accompagne d'un investissement de 3,6 Md USD destiné à la création d'une seconde ligne d'assemblage qui portera les capacités de production du site de San Antonio à près de 300 000 véhicules par an. Produite exclusivement au Mexique depuis 2024, la Tacoma est le deuxième véhicule le plus exporté du pays, avec 24 558 unités expédiées entre janvier et mai 2026. Le ministre de l'Économie mexicain, Marcelo Ebrard, souligne que le transfert sera progressif jusqu'en 2030, qu'aucune décision n'a été arrêtée concernant le devenir du site de Tijuana et annonce, en parallèle, un investissement de plus de 500 M USD qui sera prochainement dévoilé par un autre constructeur automobile. Toyota confirme par ailleurs le maintien du Mexique au cœur de son dispositif industriel nord-américain, notamment à travers son usine d'Apaseo el Grande (Guanajuato), mise en service en 2019, qui produit plus de 140 000 véhicules par an et emploie près de 2 800 personnes.

La tenue de plusieurs matchs de la Coupe du monde de football 2026 dans la ville de Mexico a remis en lumière l'enjeu économique majeur que représente la gestion des déchets. Selon The Place Institute, les rassemblements liés aux rencontres de la sélection mexicaine ont généré jusqu'à 40 tonnes de déchets par jour dans plusieurs secteurs de la capitale, notamment autour du Paseo de la Reforma et du Centre historique. L'organisme souligne l'insuffisance croissante des infrastructures urbaines, illustrée par la disparition de près de 80 % des poubelles publiques sur le Paseo de la Reforma au cours des trois dernières années. Au-delà de la gestion des déchets, DUA NetZero Consulting évalue à 7,8 MtCO₂e l'empreinte carbone potentielle du tournoi, sous l'effet de l'intensification du trafic aérien, des déplacements interurbains et de l'activité des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, du transport, de l'alimentation et de la logistique. Dans ce contexte, la compétition constitue un accélérateur de demande pour les entreprises en mesure de déployer des solutions de décarbonation, de gestion des déchets, d'optimisation logistique, de réduction des emballages et d'accompagnement des chaînes d'approvisionnement vers des standards de durabilité plus élevés.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	09/07/2026
Bourse (IPC)	-0,95%	17,08%	66 609,64
Change MXN/USD	0,29%	-5,83%	17,55
Change MXN/EUR	0,35%	-8,09%	20,07
Prix du baril mexicain	8,78%	6,27%	68,64

Amérique centrale

Costa Rica

Le Costa Rica a reçu un montant de 4,6 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) au cours du T1 2026. Ce chiffre record s'explique par l'acquisition d'une grande majorité des actifs de la Florida Ice and Farm Company par Heineken, une opération équivalant environ à 2,9 % du PIB selon Procomer et la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). A cela s'ajoute 18 nouveaux projets d'IDE qui ont vu le jour entre janvier et mars 2026, dans des secteurs à haute valeur ajoutée tels que l'industrie de pointe, l'agro-industrie ou encore les dispositifs médicaux. Plusieurs projets de réinvestissement ont également été reconduits. Les IDE dans les secteurs du tourisme et des services financiers ont enregistré un certain recul tandis que l'activité manufacturière, le secteur immobilier, l'agriculture, l'agro-industrie et le commerce ont enregistré des hausses.

Le FMI modifie la classification du régime de change costaricien, de « régime de change flottant administré » à un « régime stabilisé », suite aux interventions répétées de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) sur le marché des devises étrangères (Monex). Un régime stable se caractérise par une fluctuation du taux de change qui demeure dans un intervalle de 2 % pendant un semestre. Or, les interventions continuent de la BCCR sur le Monex, pour accumuler des réserves de change, effectuer des achats pour le secteur public, ou encore éviter une appréciation trop importante du colon, ont eu pour conséquences le maintien du taux de change dans un tel intervalle. Entre janvier et juin 2026, la BCCR a acheté 3,4 Md USD, un montant qui représente 64,5 % du total des transactions sur le Monex. Le contrôle de l'appréciation du colon par rapport au dollar, qui affecte des pans stratégiques de l'économie costaricienne comme le tourisme ou les exportations, demeure une priorité de la politique monétaire. Ainsi, sur les 3,4 Md USD achetés sur le Monex par la BCCR, 844 M USD correspondent à des interventions de stabilisation du taux de change.

El Salvador

Les crédits bancaires accordés au secteur de la construction au Salvador ont atteint 413 M USD à fin avril 2026, en hausse de 130 % sur un an, selon l'Association bancaire salvadorienne (ABANSA). Cette progression accompagne le fort dynamisme du secteur, dont l'activité a progressé de 13,6 % en avril selon la Banque centrale, portée par les projets résidentiels, commerciaux et logistiques. Plus largement, les crédits aux entreprises ont augmenté de 13,9 % sur un an pour atteindre 10,5 Md USD.

Guatemala

Les envois de fonds (*remesas*) ont atteint 12,2 Md USD au premier semestre 2026, en hausse de 7 % en g.a., selon la Banque centrale (Banguat). Cette progression conforte la prévision de l'institution d'environ 26,8 Md USD de *remesas* sur l'ensemble de l'année. Ces transferts, qui constituent l'un des principaux soutiens de l'économie guatémaltèque, sont principalement destinés à la consommation des ménages, mais financent aussi des dépenses d'éducation, de santé et de construction.

Le Guatemala a présenté sa défense auprès du Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) dans le cadre de l'enquête sur les importations liées au travail forcé et a adopté une réglementation interdisant l'importation de biens produits dans ces conditions, afin d'éviter l'application de nouveaux droits de douane pouvant atteindre 10 à 12,5 %. Ce nouveau cadre, qui entrera en vigueur dans un délai de 30 jours ouvrés, prévoit notamment l'établissement d'une liste d'entreprises

étrangères concernées et renforce les contrôles douaniers dans le cadre des engagements pris par le pays envers les États-Unis.

Honduras

Les exportations de café hondurien ont généré 2,1 Md USD entre octobre 2025 et début juillet 2026, en hausse de 12 % sur un an, selon l'Institut hondurien du café (Ihcafé). Portée par une augmentation de 23 % des volumes exportés, la campagne devrait dépasser 2,2 Md USD de recettes d'exportation, malgré un recul de 11 % du prix moyen du café. Les États-Unis demeurent le premier débouché du café hondurien, devant l'Allemagne et la Belgique.

L'Association hondurienne des producteurs d'électricité (AHPEE) estime que la réforme du secteur électrique est une condition indispensable au succès du futur appel d'offres de 1 500 MW, désormais reporté à 2027. Selon le secteur privé, une gouvernance plus indépendante de l'ENEE et un cadre réglementaire stable sont nécessaires pour attirer les investisseurs, accroître la concurrence et réduire les coûts de l'électricité. À défaut de réforme, les acteurs du secteur craignent un recours à des contrats d'urgence, notamment à partir de centrales au diesel, plus coûteuses.

Nicaragua

La dette du Nicaragua libellée en yuans chinois est passée de 8,8 M USD en 2024 à 196,3 M USD au premier trimestre 2026, selon une analyse de Nicaragua Investiga fondée sur les données du ministère des Finances. Cette progression reflète le renforcement des financements chinois en faveur des projets d'infrastructure, alors que la dette publique totale atteint 11,0 Md USD, dont 8,9 Mds USD de dette extérieure. Des analystes mettent en garde contre une dépendance financière croissante vis-à-vis de la Chine, tandis que le gouvernement affirme que cet endettement demeure soutenable et destiné au financement de projets nationaux.

La balance courante du Nicaragua a dégagé un excédent de 939 M USD au 1er trimestre 2026, contre 362 M USD un an plus tôt, porté par une hausse de 34,5 % des exportations de biens et services, selon la Banque centrale (BCN). Le déficit commercial s'est réduit de 75,8 % à 177 M, tandis que les réserves internationales brutes ont atteint 9,4 Md USD, représentant neuf mois d'importations. L'investissement direct étranger est resté stable, avec 961 M USD d'entrées brutes sur le trimestre.

Panama

Le secteur touristique panaméen devrait poursuivre sa reprise en 2026, le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC) anticipant une progression de l'activité de 8,4 % par rapport à 2025. Les données des quatre premiers mois de l'année confirment cette dynamique : le nombre de visiteurs internationaux a augmenté de 16,4 % g.a., pour atteindre 1,8 million. Parmi eux, 954 989 touristes – définis comme les visiteurs séjournant plus de deux nuits dans le pays – ont été recensés, soit une hausse de 18,2 % sur un an. Cette progression s'est traduite par une augmentation des recettes touristiques, qui ont atteint 2,6 Md USD (+15 % en g.a.), selon l'Autorité du tourisme du Panama (ATP). Principal point d'entrée du pays, l'aéroport international de Tocumen a enregistré une hausse de 21,4 % des arrivées internationales. Les flux aériens proviennent principalement d'Amérique du Sud (36,9 % des arrivées entre janvier et avril), d'Amérique du Nord (29,6 %) et d'Europe (15 %). Les États-Unis demeurent le premier marché émetteur (199 052 arrivées), devant l'Espagne (134 561) et la Colombie (127 852), tandis que 17 072 touristes français ont été enregistrés sur la période.

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) anticipe un nouvel épisode d'El Niño en adaptant la gestion de la ressource en eau. Face au risque de sécheresse associé au phénomène climatique, l'ACP a engagé un abaissement progressif du tirant d'eau maximal autorisé pour les navires empruntant les écluses Néopanamax afin de préserver les réserves des lacs alimentant le Canal. Celui-ci est passé à 15,09 m le 3 juillet et sera progressivement réduit à 14,94 m le 24 juillet puis à 14,78 m à compter du 15 août. L'Autorité indique toutefois que ces restrictions ne devraient pas affecter le nombre quotidien de transits. À plus long terme, l'ACP poursuit sa stratégie d'adaptation au stress hydrique à travers le projet de barrage sur le Rio Indio, dont la capacité de stockage serait comparable à celle du lac Gatún, principal réservoir alimentant le Canal. L'étude d'impact environnemental devrait être présentée d'ici fin 2026 ou début 2027.

Caraïbes

Cuba

Cuba a subi un nouveau black-out national, dans un contexte de déficit électrique record. Après un niveau déjà inédit atteint fin juin, la situation du système électrique

cubain s'est encore détériorée au début du mois de juillet. À l'issue d'un nouveau week-end marqué par d'importantes coupures d'électricité, le déficit de production a de nouveau dépassé les 2 200 MW, atteignant un record de 2 221 MW le vendredi 3 juillet. Selon les données de l'Union électrique (UNE), ce déficit représente désormais près de 70 % de la demande aux heures de pointe, dépassant le précédent record enregistré le 26 juin. Déjà fragilisé par le vieillissement des infrastructures, le manque chronique de combustible et des capacités de maintenance limitées, le Système électrique national (SEN) fonctionne dans des conditions de plus en plus précaires. Cette dégradation a conduit, lundi, à une nouvelle déconnexion totale du SEN, illustrant la vulnérabilité croissante du réseau électrique cubain et le risque désormais récurrent d'un effondrement généralisé du système.

République Dominicaine

Le premier *Americas Investment Forum* (AIF) a été un succès, avec 4,15 Md USD de promesses d'investissement, dont 90 % pour des projets en République dominicaine. Ce forum d'investissement, organisé par la Conférence mondiale sur l'investissement (WIC) et l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement (WAIPA), a eu lieu à Saint-Domingue du 1^{er} au 3 juillet 2026. Il a réuni plus de 2 000 investisseurs, représentants du secteur privé, autorités gouvernementales et dirigeants politiques de 52 pays. Les thèmes mis à l'honneur lors de l'AIF étaient en phase avec les priorités d'investissements mises en avant par le gouvernement dominicain, à savoir l'énergie, le secteur minier, les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle, les infrastructures, le tourisme et la logistique. L'agence dominicaine de promotion des exportations et des investissements, ProDominicana, a également distribué des prix de reconnaissance à l'investissement étranger à onze entreprises, dont le groupe français Bernard Hayot (GBH), qui a remporté le prix du Commerce. Selon les organisateurs, les promesses d'investissement exprimées auraient atteint 4,15 Md USD, dont 3,7 Md USD pour des projets en République dominicaine. Parmi les grands projets annoncés, on peut trouver des projets touristiques, de production et de stockage d'électricité ainsi que des extensions de zones franches. De plus, la coopération internationale institutionnelle s'est vue renforcée avec la signature d'un mémorandum d'entente (MoU) entre ProDominicana et le Conseil national des investissements du Honduras, d'un accord avec le Réseau d'investissements et d'exportations du Paraguay ainsi que la présentation d'une nouvelle version de la Carte des investissements durables en République dominicaine, élaborée avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le Conseil des ministres a approuvé le document de Politique Budgétaire pour 2027, alors qu'augmentent les critiques liées à la mauvaise exécution du budget ainsi que les tensions sociales consécutives aux récentes hausses d'impôts. Le document de Politique Budgétaire 2027 organise les dépenses publiques autour des objectifs stratégiques du plan Meta RD 2036, à savoir le renforcement du capital humain, le développement des infrastructures, l'augmentation de la productivité et le renforcement de la gouvernance de l'Etat. Aucun bouleversement budgétaire majeur n'est prévu par le document. Le gouvernement compte sur une croissance à 4,8 % en 2027 pour permettre aux investissements publics d'augmenter sans hausse conséquente des recettes publiques. La faiblesse des recettes de l'Etat demeure un enjeu majeur pour les finances publiques dominicaines, même après l'adoption il y a quelques semaines d'une réforme fiscale impopulaire, tant pour le secteur privé que pour les citoyens, qui ne visait à récolter que 680 M USD à 850 M USD supplémentaires. Par ailleurs, si la loi organique sur le budget a donné un cadre exigeant au processus budgétaire, la Cour des comptes dominicaine a souligné que 379 projets prévus initialement dans le budget 2025 n'ont pas été exécutés et que 247 autres ont été exécutés sans avoir figuré dans le budget initial, du fait des rectifications à outrance du budget en cours d'année. Les intérêts de la dette dépassent désormais les dépenses d'éducation et l'agence de notation Fitch a diminué en avril dernier les perspectives de la note souveraine de la République dominicaine, à cause de sa faible capacité à rembourser sa dette.

Trinité-et-Tobago

Le gouvernement trinidadien prévoit une nouvelle émission obligataire souveraine pouvant atteindre 750 M USD afin de financer ses besoins budgétaires et de refinancer une partie de sa dette publique. Les caractéristiques de l'opération – échéance, coupon et calendrier d'émission – n'ont pas encore été précisées. Cette annonce s'inscrit dans la continuité de la stratégie de gestion active de la dette engagée par les autorités. En janvier 2026, le gouvernement avait déjà levé 1 Md USD sur les marchés internationaux afin de refinancer des obligations souveraines arrivant à échéance en août 2026, tout en assurant le financement de ses besoins de développement.

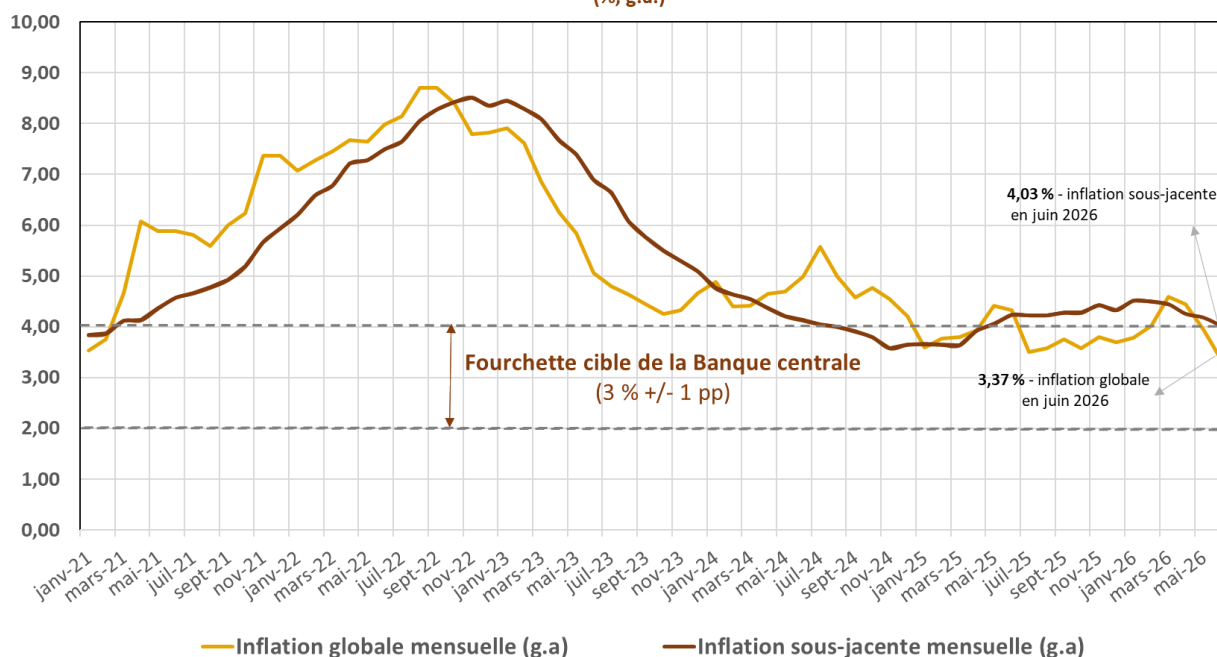
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

- Annexe Graphique Mexique -

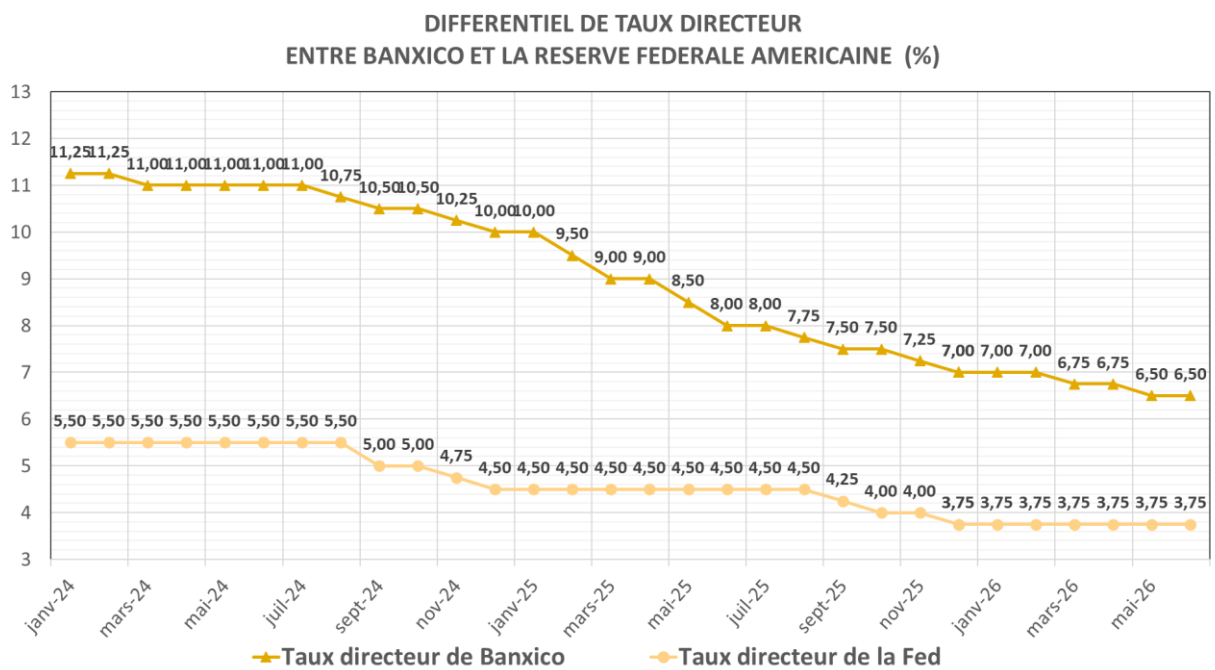
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

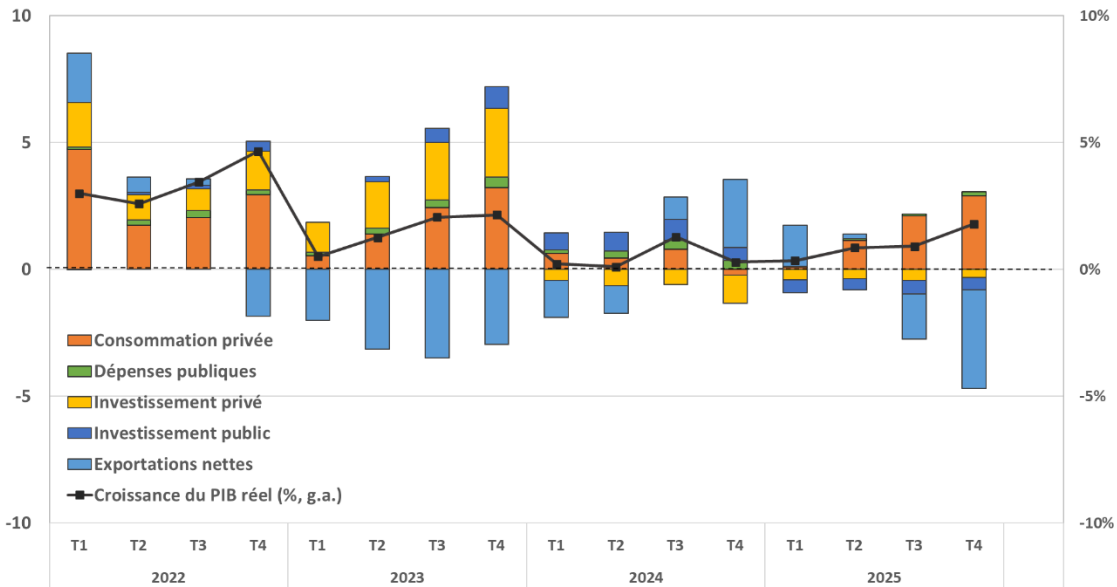
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

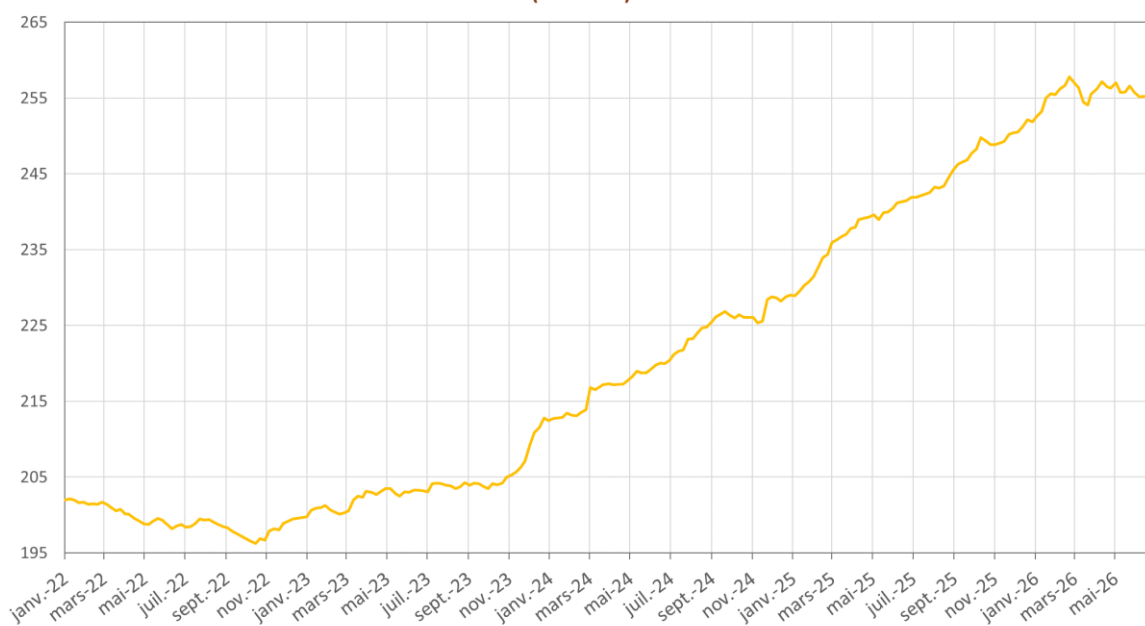
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr